

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **44 (1952)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

44^{me} année

Mars 1952

N° 3

Evolution de la condition ouvrière en France

Par *A. Lafond*, secrétaire de la C. G. T.-Force ouvrière

L'aspect de la France ne manque pas de surprendre les observateurs qui s'efforcent de la comprendre. Les crises ministérielles s'y succèdent, signe non pas d'une instabilité politique, mais d'une crise économique et sociale. Pourtant la circulation automobile n'y a jamais été aussi intense, le standard de vie de certaines classes aussi élevé; la production industrielle et agricole croît. Le budget est en déséquilibre et pourtant une guerre ruineuse se poursuit en Indochine, des crédits importants sont investis dans les colonies; chaque jour, de nouveaux barrages libèrent des millions de kilowatts d'électricité, des hauts fournaux sont allumés, des navires mis à la mer.

La fiscalité a, paraît-il, atteint un niveau où « l'impôt tue l'impôt ». Mais des Français roulant en voitures automobiles américaines ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Le trésor manque de devises fortes et d'or, mais le marché de l'or est très actif et l'avoir en métal jaune détenu par les particuliers est évalué à 7000 milliards de francs¹.

Le patronat refuse d'augmenter les salaires, prétendant que la situation des entreprises ne le permet pas et qu'il en résulte une accélération de l'inflation des prix. Mais le gouvernement augmente de 40% le prix du blé, de 25% le prix du vin, enregistre une montée de 30% du prix de la viande et de 30% du prix des produits laitiers; il accorde ainsi 352 milliards de revenus supplémentaires à la paysannerie pendant qu'il concède 35 milliards de mieux sur les salaires pour les rajuster.

En vérité, tous ces paradoxes ne sont qu'apparents. Depuis moins d'un demi-siècle, une évolution profonde s'est produite dans la condition ouvrière en France sous l'emprise des progrès techniques. Et, à l'heure présente, les charges ordinaires de l'Etat, les charges

¹ Il s'agira toujours de francs français